

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. VII.

No. 29.

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 5 centimes.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 20 JUILLET 1876

Rédaction, Administration, Bureaux d'Abonnements et d'Annonces : Nos. 5 et 7, Rue Bleury, Montréal.—GEO. E. DESBARATS, Directeur-Gérant.

## SOMMAIRE

Revue Européenne.—Nos Gravures : Départ de Belgrade des troupes Serbes ; Funérailles d'Abd-ul-Aziz ; La danse du Kolo.—Les Canadiens de l'Ouest : Joseph Rolette (suite).—L'Opinion Publique aux Etats-Unis.—Aventures du capitaine Hatteras (suite).—De l'évaluation du poids pour l'engraissement du bétail à cornes.—Le poing coupé.—Neuf jours chez un Trappeur (suite).—Enigmes, charades, problèmes, questions, etc.—Littérature canadienne : Le roi des étudiants (suite).—La famille royale d'Angleterre.—Nouvelles générales : Canada, Etats-Unis, Europe.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail à Montréal.

GRAVURES :—Aventures du capitaine Hatteras ; Evénements d'Orient : Funérailles d'Abd-ul-Aziz à Constantinople ; Départ de Belgrade des troupes Serbes ; Une réunion dans le village Serbe de Vichnitza, avant le départ des milices pour la frontière ; La danse du Kolo.

## REVUE EUROPEENNE

Le sort en est enfin jeté ; les troupes serbiennes ont enfin passé la frontière. Le courage de ces peuples a fait échouer toute la diplomatie européenne, en en retranchant celle de la Russie, dont la bonne foi et la sincérité ont toujours, à bon droit, paru suspectes.

Dans une de nos dernières revues, nous avons essayé de présenter un tableau des nationalités, des religions, des affinités sociales et politiques qui se mêlent et s'entremêlent dans ces pays si peu homogènes qui s'appellent l'Autriche-Hongrie, la Turquie et les Principautés Danubiennes. Au moment où les événements vont prendre une nouvelle gravité, nos lecteurs nous permettront, sans doute, de revenir sur ce sujet, et de suppléer à ce qui pourrait manquer à cette rapide esquisse. Si quelque lecteur européen trouvait après cela, dans nos aperçus, quelque hérésie géographique ou ethnologique, nous le prions de nous les pardonner et de les considérer comme une compensation pour les monstrueuses erreurs du même genre qui se commettent en Europe, à l'endroit de l'Amérique, surtout au chapitre du Canada. M. Benjamin Sulte en a fait quelque part un assez curieux résumé, et l'on pourrait beaucoup ajouter à son intéressante étude.

La guerre qui est commencée n'est pas seulement une guerre de religion, c'est une guerre de races, c'est l'émancipation de la race slave et de la race roumaine dans l'Orient de l'Europe ; mais il y a tant d'autres races qui peuvent être affectées par ce résultat, tant d'autres intérêts en jeu, que la situation, au lieu de se simplifier, devient de plus en plus complexe. Chasser les Turcs abrupts et démoralisateurs, cela n'est peut-être pas très-difficile à faire ; mais après ? Depuis un siècle, le Turc ne vit que par la crainte de voir s'ouvrir sa succession. "Faire rôti les Turcs, disait encore tout dernièrement le *Pull Mall Budget*, serait peut-être une œuvre pie, mais fussent-ils encore pires qu'ils ne sont, nous hésiterions à nous en mêler, si, pour cela, il fallait mettre le feu à toute l'Europe."

La Turquie d'Europe comprend environ seize millions d'âmes, d'où il y a à déduire environ cinq millions et demi pour les provinces danubiennes. Sur les onze millions restant, il y a encore une forte majorité de Slaves, de Roumains, de Grecs et d'Arméniens. Quelques statisticiens prétendent que la véritable population turque de l'Europe ne s'élève pas à quatre millions ; d'autres la fixent à un chiffre encore plus bas. On sait que la polygamie n'est point favorable à l'accroissement de la population, et, du reste, les Turcs n'ont jamais

été très-nombreux à aucune époque de ce côté-ci du Bosphore ; selon l'heureuse expression de M. de Châteaubriand, ils n'ont jamais été que campés en Europe.

L'Autriche-Hongrie renferme quinze millions de Slaves (onze dans la partie nord et quatre dans la partie sud) ; elle contient aussi deux millions de Roumains, ce qui, ajouté aux provinces danubiennes et turques, donnerait pour ces deux nationalités environ vingt-cinq millions. Ces puissants éléments ont derrière eux l'immense empire russe où la race slave prédomine, et où il se trouve aussi une population roumaine (dans la Bessarabie.)

L'élément germanique est représenté en Autriche par environ huit millions, et l'élément magyare par cinq millions. Nos lecteurs se rappelleront sans doute ce que nous leur avons dit du dualisme inventé par Déak, et qui fait à l'Autriche une position si complexe et si difficile, de la Cisleithanie, où l'influence germanique prédomine politiquement, quoique en minorité numérique, et de la Transleithanie (1), où l'élément hongrois, également en minorité, gouverne les Slaves et les Roumains. C'est, de fait, le gouvernement des majorités par les minorités, et c'est par là même un état de chose anormal (2).

Les Hongrois, après avoir combattu les Turcs avec tant de courage, sont aujourd'hui dominés par la peur d'être débordés par les Slaves, et la politique les rejette dans une certaine mesure du côté de leurs anciens adversaires. C'est le même sentiment qui, en 1870, leur avait fait préférer la cause de la Prusse à celle de la France, malgré les sympathies que celle-ci avait autrefois manifestées pour eux. La reconnaissance est une vertu aussi rare chez les nations que chez les individus. On se rappelle le fameux mot de M. de Metternich, que l'Autriche étonnerait le monde par son ingratitude.

Si l'on en croit les télégrammes qui nous arrivent, après avoir tenté en vain d'empêcher le conflit, les puissances en seraient venues à la politique de non-intervention. Les premiers récits des batailles sont contradictoires ; un fait important est l'envoi d'un renfort par le Khédive à son suzerain. La non-intervention de la Russie serait-elle réelle et sincère ? La chose est peu probable. D'un jour à l'autre, l'Angleterre et l'Europe peuvent être entraînées dans la lutte.

M. Auguste Boucher faisait dernièrement à ce sujet, dans le *Correspondant*, des réflexions que les événements survenus depuis ne rendent que plus opportunes :

A la vérité, c'est à Berlin qu'il faut regarder. Le sphinx est là ; selon ce qu'il voudra et dira, l'Europe aura la paix ou la guerre. M. de Bismarck est silencieux aujourd'hui ; mais mieux que personne il sait bien qu'il n'a qu'à parler. L'Allemagne seule a ses armes prêtes à toutes les entreprises ; l'Allemagne a seule en ce moment une force capable de rendre prépondérant l'appui que son alliance apporterait ici ou là. Sans doute, elle paraît désintéressée en Orient. Mais l'est-elle autant qu'elle le paraît ? Lui est-il si indifférent que l'horizon manque à l'Au-

(1) C'est-à-dire en-deçà et au-delà de la Leitha, rivière qui prend sa source dans l'Autriche proprement dite, et se jette dans le Danube.

(2) Les Slaves, les Germains et les Scandinaves sont trois grandes branches de la famille indo-germanique ; au fond, ce sont les mêmes peuples, les anciens barbares venus du plateau central de l'Asie, dans les pays du nord de l'Europe, et qui, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, se ruèrent sur la civilisation romaine. Les Roumains sont les restes des anciennes colonies romaines sur l'Adriatique et dans la Grèce. Leur langue ressemble à l'italien. Les Hongrois, ces ennemis traditionnels des Turcs, sont, cependant, comme eux d'origine touranienne, et leur langue est de la même famille.

triche dans la vallée du Danube ? N'a-t-elle pas un Hohenzollern sur le petit trône de Bucharest ? Son commerce n'est-il pas de plus en plus actif dans ces régions ? M. de Bismarck a-t-il, en 1876, les mêmes raisons qu'en 1870 pour favoriser en Orient la politique de la Russie ? L'aiderait-il actuellement à s'y accroître ? Et n'a-t-il pas conscience de ce qu'il y peut, lui qui déclarait, en 1868, qu'en Orient "rien ne s'accomplira définitivement sans le concours ou l'adhésion de l'Allemagne, si l'Allemagne est unie et forte." Nous ne faisons que poser ces questions. Un Français n'est pas libre en 1876, d'entrer hardiment dans le champ des conjectures. Mille soupçons vont d'une cour à l'autre, mille rumeurs circulent en Europe. Que ne racontent pas les nouvellistes ? Quels traités secrets ne sont-ils pas prêts à publier ? Que ne craignent pas les hommes d'état eux-mêmes ? Il faut bien avouer que, comme il n'y a plus d'équilibre en Europe et que rien n'y est fixe, les plus hardies combinaisons y sont rendues possibles ; tout y dépend d'un hasard ; tout y est soumis au caprice d'une grande ambition. Cette union des trois empereurs qui, pendant quelques années, aura eu au moins la vertu de neutraliser tout ce qu'il y avait de contraire et d'hostile dans leurs intérêts ou dans leurs souvenirs, semble se dénouer peu à peu ; et n'est-il pas tel événement dont le coup puisse la briser tout-à-fait ? N'est-il pas telle offre qui puisse la détacher et qui déjà détache le principal des contractants ?

Mais le conflit pourrait être général ; l'enjeu est terrible pour tous, et il y a des craintes pour chacun : ce sont précisément ces raisons qui défendent de désespérer de la paix. Quoi qu'il en soit, la France connaît son devoir. Si, dans les mystérieuses et redoutables éventualités qui sont sous ses regards, certaines tentations peuvent séduire son cœur, et céder serait le premier des dangers où son mauvais génie se plaît à l'attendre. Si telle ou telle alliance sollicite son concours, qu'elle le refuse modestement ; il faut qu'elle sache bien qu'entre celles qui l'attireraient, aucune à l'heure présente n'est solide ou suffisamment puissante en Europe. S'enfermer étroitement dans son juste egoïsme ; demeurer dans le recueillement, nous allions dire dans la solitude ; n'incliner d'aucun côté ; ne donner de gage à personne ; ne témoigner à qui que ce soit la moindre malveillance ; réserver complètement sa liberté de penser ou d'agir ; garder le silence ou n'élever la voix que pour souhaiter le repos et pour exhorter l'Europe à conserver sa tranquillité ; ne marquer de volonté que celle de ne rien faire : voilà les règles que la nécessité elle-même trace à notre gouvernement. La nation comprend que telles sont les obligations de sa politique extérieure. Il reste que dans le parlement ou n'y contrevenne point par aucune imprudence, et nous en adjuurons le patriotisme de tous les partis.

Il n'y a guère à craindre sous ce rapport ; les chambres françaises paraissent ignorer l'existence du reste du monde ; elles sont tellement occupées des affaires domestiques, qu'elles ne regardent pas même à la fenêtre pour voir ce qui se passe chez le voisin. Le temps n'est plus des brillants discours de Guizot, de Thiers, de Lamartine sur la politique étrangère. Le ministre des affaires étrangères, comme dans le diplomate de Scribe, peut rester constamment étranger aux affaires ; personne ne songera à s'en plaindre. Le gouvernement peut faire la pluie et le beau temps en dehors des frontières ; tout ce qu'on lui demande à l'intérieur, c'est de malmener un peu les cléricaux et, comme le bon gendarme de Gustave Nadaud, de protéger la propriété. A cette condition on lui dira : *Brigadier, vous avez raison !*

Les deux grands événements politiques en France, depuis notre dernière revue, ont été l'élection de M. Buffet au sénat, en remplacement de M. Ricard, et la passation, à l'Assemblée, de la mesure Waddington au sujet de la collation des grades universitaires.

L'élection de M. Buffet au sénat est une revanche très-légitime pour cet homme d'état battu et repoussé en tant d'endroits.

Elle a, du reste, failli provoquer une scission entre le maréchal MacMahon et son cabinet. C'est à M. Buffet que le maréchal doit, en grande partie, la haute dignité qui lui est échue, et il a donné un exemple de reconnaissance assez rare chez les hommes publics, en se montrant favorable à l'élection au sénat de son ancien premier-ministre. D'un autre côté, le ministère travaillait activement pour son candidat, et les journaux ministériels menaçaient d'une crise dans le cas où M. Buffet serait élu. Ainsi la succession de M. Ricard, si facilement réglée, en tant qu'il s'agissait du portefeuille, par la nomination de son assistant, M. de Marcère, a failli, en ce qui concerne son fauteuil au sénat, être la cause d'une grande difficulté. Les ministres ne se sont point souciés de donner suite à ces fanfaronnades, et ils ont gardé leurs places malgré que M. Buffet ait été élu par une majorité de quatre voix contre son concurrent M. Renouard.

Les membres de l'extrême droite au sénat ont eu le bon esprit de retirer la candidature de M. Chesnelong ; sans cela, le candidat de la gauche était certainement élu ; ils ont eu plus de savoir-faire et de patriotisme que les légitimistes et les bonapartistes de l'Assemblée, qui se sont abstenus de voter sur une proposition de l'extrême gauche révoquant les lois qui défendent à un condamné pour délit politique de publier un journal, proposition faite en vue des poursuites dont le journal *les Droits de l'Homme*, rédigé par Rochefort, est l'objet.

En procurant ce triomphe à l'extrême gauche, ces messieurs voulaient mettre le ministère dans une fautive position. C'est un peu, comme dit le proverbe, *s'arracher le nez pour faire rire les autres* ; et il n'y a point de plus mauvaise politique que celle-là.

La discussion de la loi-Waddington a été une des plus animées et des plus intéressantes de la session. Les discours de M. Paul de Cassagnac, de M. Keller et de M. de Mun ont été très-remarquables du côté de l'opposition, et ceux de M. Waddington et de M. Duprat très-habiles, à leur point de vue. Le discours de M. de Cassagnac avait surtout pour objet de remettre le Bonapartisme en faveur auprès des autorités religieuses ; aussi M. Jules Ferry a-t-il frappé juste lorsqu'il a dit, en réplique, que les impérialistes étaient les seuls qui avaient mauvaise grâce à parler de la liberté de l'enseignement, puisque le despotisme universitaire a été inventé et établi par le premier empereur, et que c'est seulement sous la seconde et sous la troisième république que l'on a pu y apporter quelque adoucissement. M. Ferry a pris carrément le *Syllabus* à partie et il a déclaré aux catholiques que c'était sa doctrine telle qu'interprétée par les chefs de leur parti, qui justifiait les libéraux dans le retrait des libertés accordées. Il a cité un mot attribué à M. Louis Veillot, qui aurait dit : "Lorsque les libéraux sont au pouvoir, nous leur demandons la liberté, parce que c'est leur principe ; et quand nous sommes au pouvoir, nous la leur refusons, parce que c'est le nôtre."

M. Louis Veillot a écrit dans l'*Univers* que la phrase n'était pas de lui, que c'était seulement une malice de M. de Montalembert, qui avait ainsi résumé les sentiments qu'il lui plaisait de lui attribuer.